



CCI SEINE
ESTUAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MAÎTRISE D'ŒUVRE EN VUE DE L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE WRAPPING ET DE DÉSHUMIDIFICATION DES CÂBLES PORTEURS DU PONT DE TANCARVILLE



Numéro de consultation : CCITSE-2025-AOO-14



Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, procédure formalisée prévue par les articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

TABLE DES MATIÈRES

Article 1 -	Objet du marché - Dispositions générales.....	5
1.1	Identification	5
1.2	Objet du marché	5
1.3	Allotissement	6
1.4	Fractionnement des prestations	6
1.5	Lieux d'exécution	6
1.6	Langue.....	6
Article 2 -	Intervenants dans l'opération	7
2.1	Maître d'ouvrage	7
2.2	Maître d'œuvre	7
2.3	Autres intervenants et modalités de collaboration	8
Article 3 -	Définition de la mission	9
Article 4 -	Documents contractuels	10
Article 5 -	Modalités d'exécution des prestations.....	13
5.1	Représentation des parties.....	13
5.2	Echanges dématérialisés	14
5.3	Documentation numérique.....	14
5.4	Ordres de service.....	14
5.5	Informations réciproques	15
5.6	Réunions maître d'ouvrage - maître d'œuvre	16
5.7	Durée et délais.....	16
5.8	Modalités d'exécution du marché.....	17
5.9	Considérations sociales	17
5.10	Considérations environnementales	17
5.11	Traitement de données à caractère personnel.....	17
5.12	Confidentialité et secret des affaires	18
5.13	Conflit d'intérêt	18
5.14	Constatation de l'exécution des prestations et admission	18
5.15	Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux.....	20
5.16	Obligations administratives en cours d'exécution.....	21
Article 6 -	Régime financier	22
6.1	Monnaie et TVA.....	22
6.2	Fixation du forfait de rémunération du maître d'œuvre - Généralités	22

6.3	Variation des prix	24
6.4	Forme et contenu des prix	25
6.5	Règlement des comptes.....	25
6.6	Intérêts moratoires.....	27
6.7	Modalités de facturation.....	28
6.8	Prestations similaires.....	29
6.9	Prestations supplémentaires ou modificatives	29
6.10	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	30
Article 7 -	Coût prévisionnel des travaux.....	31
7.1	Détermination du coût prévisionnel des travaux.....	31
7.2	Conditions économiques d'établissement du coût prévisionnel des travaux.....	31
7.3	Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	31
Article 8 -	Calcul du coût de référence des travaux	32
Article 9 -	Détermination du coût de réalisation des travaux	32
9.1	Conditions économiques d'établissement du coût de réalisation des travaux	32
9.2	Tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	33
9.3	Coûts réels des travaux	33
Article 10 -	Sous-traitance	33
Article 11 -	Primes et pénalités	34
11.1	Primes.....	34
11.2	Pénalités	34
11.3	Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre.....	35
11.4	Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance de réalisation des travaux.....	36
11.5	Autres pénalités.....	36
11.6	Plafonnement des pénalités de retard.....	37
11.7	Seuil d'exonération des pénalités de retard.....	37
Article 12 -	Garanties	37
12.1	Responsabilité	37
12.2	Assurances	37
Article 13 -	Clause de réexamen générale	38
13.1	Modifications prévues par le CCAP	38
13.2	Modifications intervenant dans la consistance ou les conditions d'exécution des missions confiées au maître d'œuvre	39
Article 14 -	Résiliation	39
Article 15 -	Différends et litiges	40
15.1	Différends.....	40

15.2 Litiges et contentieux	40
Article 16 - Dérogations au CCAG-MOE	40

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Identification

Le présent marché public est porté par un pouvoir adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire

Siège social : 181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE cedex

Tél : 02 35 55 26 00

Mail : ponts@ponts.seine-estuaire.cci.fr

SIRET : 130 021 694 00018

La CCIT Seine Estuaire exploite les ouvrages de la concession du pont de Tancarville en tant que concessionnaire de l'Etat.

Personne signataire du marché, représentant du maître d'ouvrage :

Monsieur Yves LEFEBVRE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce, Présidente Délégation du Havre.

Le titulaire :

Est désigné par l'expression « le titulaire », l'opérateur économique attributaire du marché à l'issue de la procédure de passation et une fois l'acte d'engagement signé par l'ensemble des parties.

Le titulaire du marché est la personne morale ou physique désignée dans l'acte d'engagement.

Le titulaire du marché public de services de maîtrise d'œuvre est désigné sous le vocable de maître d'œuvre ou de titulaire.

1.2 Objet du marché

Le marché a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre en vue de l'exécution de travaux de wrapping et de déshumidification des câbles porteurs du pont de Tancarville.

Le marché public est un marché de maîtrise d'œuvre apportant une réponse technique et économique au programme élaboré par un maître d'ouvrage dans le cadre d'une opération de réhabilitation d'infrastructure.

La mission de maîtrise d'œuvre visée par le présent marché public est une mission de base au sens des dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée du code de la commande publique (Parties législative et réglementaire – Deuxième Partie – Livre IV). La mission est augmentée de plusieurs éléments de mission complémentaires tels que précisé à l'article 3 du présent cahier des clauses administratives particulières.

L'ouvrage et la description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Codes CPV de la consultation :

- Nomenclature principale :

71311300-4

Services de conseil en matière d'infrastructure

- Nomenclatures supplémentaires :

71300000-1	Services d'ingénierie
71311000-1	Services de conseil en génie civil
71322300-4	Services de conception de ponts
71327000-6	Services de conception des structures portantes

1.3 Allotissement

L'opération n'est pas allotie.

1.4 Fractionnement des prestations

Le marché ne comporte pas de tranches.

1.5 Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :

Siège social de la CCIT Seine Estuaire :

181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE cedex
SEINE-MARITIME
FRANCE

Pont de Tancarville :

Service d'Exploitation
Route Nationale 182
27680 LE MARAIS VERNIER

Service Technique
10 rue du Nais
76430 TANCARVILLE

SEINE-MARITIME
FRANCE

1.6 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français, en proscrivant les anglicismes ou les néologismes.

A l'exception du terme « wrapping », dans le cas où l'emploi d'un anglicisme ou d'un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en sera donnée en introduction de chaque document.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS DANS L'OPERATION

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire

Siège social : 181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE cedex

Représentée par :

Monsieur Yves LEFEBVRE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce, Présidente Délégation du Havre.

Le service en charge de l'opération est :

La Direction des concessions

181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE cedex

Représenté par :

Mme Claire GRIVEL

Directrice des concessions

181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE Cedex

Mail : cgrivel@seine-estuaire.cci.fr

M. Clément FASQUEL

Directeur adjoint des concessions

181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE Cedex

Mail : cfasquel@ponts.seine-estuaire.cci.fr

2.2 Maître d'œuvre

2.2.1 Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'acte d'engagement.

2.2.2 Cotraitance

Il n'est pas imposé de forme de groupement. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire désigné dans l'acte d'engagement sera solidaire de chaque membre du groupement pour l'exécution du contrat. La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

2.2.3 Mandataire du groupement

Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise que le mandataire du groupement conjoint, est solidaire de chacun des membres.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les autres membres du groupement à désigner, dans un délai de quinze (15) jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

En cas de non-désignation dans ce délai de quinze (15) jours, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché en dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE.

Cette résiliation n'ouvre aucun droit à indemnité pour les membres du groupement.

En cas de difficultés d'exécution et notamment de différend entre des membres du groupement qui perturberait le bon déroulement de la mission, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication de la convention de groupement afin d'identifier plus précisément les rôles et responsabilités des cotraitants.

2.2.4 Situation sociale et fiscale

Conformément à l'article D.8222-5 du code du travail, le maître d'œuvre devra fournir tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (art. D.8222-5-1°a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le maître d'œuvre emploie des salariés (art.D.8222-5-3°) ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés qui sont soumis à autorisation de travail en application des dispositions de l'article D.8254-2 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte-tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le maître d'œuvre et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, le contrat peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse prétendre indemnité.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis),
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2.3 Autres intervenants et modalités de collaboration

2.3.1 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

2.3.2 Contrôleur technique

Aucune mission de contrôle technique n'est prévue.

2.3.3 Coactivité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé

L'opération de catégorie 1 au sens du code du travail fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé assurée par :

NORD-UEST COORDINATION

14 Rue Jean Moulin
27370 LA SAUSSAYE

Représenté par :

M. Ali KARAGOZ

14 Rue Jean Moulin
27370 LA SAUSSAYE

Mail : ali.karagoz@nordouestcoordination.com

Il est précisé qu'un chantier de maintenance anticorrosion sur d'autres éléments de l'ouvrage sera conduit en parallèle des travaux de wrapping et de déshumidification des câbles porteurs, ce qui implique une coordination renforcée entre les différents intervenants afin de prévenir tout risque lié à la coactivité.

2.3.4 Contrôleur extérieur

L'opération fait l'objet d'une mission de contrôle extérieur pour les prestations d'échafaudage et d'étanchéité.

2.3.5 Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

La dévolution des travaux est prévue dans le cadre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence. Le choix définitif du mode de dévolution des travaux sera arrêté au plus tard à la réception de l'avant-projet définitif.

2.3.6 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

ARTICLE 3 - DEFINITION DE LA MISSION

La mission de maîtrise d'œuvre confiée dans le cadre du présent marché est composée des éléments de mission définies ci-dessous conformément aux dispositions du code de la commande publique et notamment les articles R2431-1 à R2431-3 (Dispositions générales) et R2431-24 à R2431-31 (Eléments de mission de maîtrise d'œuvre privée portant sur les ouvrages d'infrastructure).

La mission de base confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

	Éléments de mission de base
Mission	Désignation
DIA*	Les études de diagnostic technique et d'inspection préparatoire (état du mastic, état des câbles, état des colliers de suspension)
AVP	Les études d'avant-projet du système de wrapping (composition, méthode, faisabilité, accès, chiffrage, planning)
PRO	Les études de projet
ACT	L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
VISA	Le visa des études d'exécution effectuées par les opérateurs économiques chargés des travaux avec contrôle de niveau renforcé (v3)
DET	La direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

*Les précédentes études de diagnostic réalisées par l'opérateur SETEC TPI, mis à disposition dans le dossier de consultation, servent de base au titulaire du présent marché pour l'élaboration de ses propres études.

La mission de base est complétée par les missions complémentaires suivantes :

	Éléments de missions complémentaires
Mission	Désignation
OPC	L'ordonnancement, pilotage, coordination
Chantier test	Chantier test de mise en place du wrapping et de l'éventuelle protection au feu sur une portion des câbles porteurs
Feu	Etudes complémentaires liées à l'incorporation au wrapping d'un système de protection au feu sur les portions de câbles porteurs situées à moins de 15m du tablier

Chacun des éléments de mission détaillés ci-dessus est considéré comme une phase technique au terme de laquelle, il est possible d'arrêter la mission à l'initiative du maître d'ouvrage.

La décision d'arrêt est matérialisée par écrit par le maître d'ouvrage au titulaire.

























L'arrêt de la mission au terme d'une de ses phases entraîne la résiliation du marché sans indemnité pour le titulaire.

NOTA : le maître d'œuvre devra au titre de l'AVP, déterminer le coût prévisionnel des travaux dans son intégralité en tenant compte que l'opérateur économique en charge des travaux aura à sa charge l'étude, la conception et la mise en place des moyens d'accès et de balisage des chaussées.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

▪ **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement (ou ATTR1) et ses annexes :
 - annexe n°1 : relative à la répartition des montants par éléments de mission et, le cas échéant, entre membres du groupement ;
 - annexe n°2 : interlocuteurs référents ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 -  Annexe 3 – Diagnostic du revêtement anticorrosion SIXENSE IPRS
 -  Annexe 4 – Diagnostic amiante et plomb du revêtement anticorrosion Bureau Veritas
 -  Annexe 5 – Notes de calculs sur les passerelles 2015
 -  Annexe 6 – Notices d'utilisation des équipements
 -  Annexe 7 – Rapport Egis – corrosion & venues d'eau
 -  Annexe 8 - Plan de la travée centrale – garde-corps (tronçon type d'exécution)
 -  Annexe 9 – Tableau des désordres et représentation schématique
 -  Annexe 10 – Repérage amiante câble AR-23-NM-000634-01 rapport ISODIAG 05012023
 -  Annexe 11 – T_PT_SUSPENSION_E10_C_1996 – Chambre d'ancrage
 -  Annexe 12 – Sellette acier moulé
 -  Annexe 13 - Documentation technique sur les passerelles de visite
 -  Annexe 14 - Plan d'ensemble et de repérage de l'ouvrage du pont
 -  Annexe 1 – Plan de la travée centrale 12 pont rive gauche
 -  Annexe 2 – Plan d'ensemble accès câbles porteurs plan câble Est & Ouest
 -  Annexe 15 - Diagnostic amiante DES
 -  Annexe 16 - Diagnostic plomb DES
 -  Annexe 17 - T_PT_SUSPENSION_PN213_D_1996 – Colliers type 4 trous
 -  Annexe 18 - T_PT_SUSPENSION_PN214_C_1996 – Colliers type 8 trous
 -  Annexe 19 - T_PT_SUSPENSION_PN215_D_1996 – Colliers type 12 trous
 -  Annexe 20 - T_PT_SUSPENSION_PN1_D_1997 – Géométrie après travaux
 -  Annexe 21 - T_PT_SUSPENSION_PN217_D_1996 – Suspente centrale
 -  Annexe 22 - T_PT_SUSPENSION_PN219_C_1996 – Colliers sup centraux
 -  Annexe 23 - T_PT_SUSPENSION_PN200_B_1996 – Remplacement suspente courante
 -  Annexe 25 - T_PT_SUSPENSION_PN301_F_1996 – Selles acier moulé
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- le document « questions-réponses » retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques, le cas échéant ;
- Le règlement d'organisation interchantier ;
- Les comptes-rendus des réunions « maître d'ouvrage/maître d'œuvre » ;

- Les comptes-rendus des réunions de chantier ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de précision ou complément sur l'offre et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission si l'offre a été déposée par un groupement.
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification du marché.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables à l'acheteur. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'acheteur.

▪ **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (EUROCODES) et leurs annexes nationales ;
- les DTU et normes techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux en vigueur applicables dans le cadre de l'exécution du marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le titulaire doit en informer par écrit les représentants désignés de l'acheteur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'acheteur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. A défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives du marché, est réputée non écrite.

Seules les pièces conservées dans les archives de l'acheteur font foi.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Représentation des parties

5.1.1 Représentation du maître d'ouvrage

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

5.1.2 Représentation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire qui représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, est désigné dans l'acte d'engagement.

Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant maître d'œuvre et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE relative à la conduite des prestations par une personne nommément désignée.

5.2 Echanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique ou via le profil d'acheteur.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions qui lui sont notifiées appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception sous peine de forclusion.

5.3 Documentation numérique

Tous les documents produits dans le cadre de l'exécution de la prestation seront livrés sous forme électronique PDF ou HTML ou par lien URL imprimable ainsi que dans le format bureautique standard et exploitable.

La présentation des études doit revêtir le formalisme suivant :

- formats Microsoft Office Word © et PDF pour les fichiers de texte ;
- formats Microsoft Office Excel © et PDF pour les fichiers budgétaires et financiers ;
- formats Autocad version LT © et A3 PDF pour les fichiers de plans ;
- formats Revit LT © et ifc pour les fichiers maquette ;
- formats Microsoft Office Project © et PDF pour les fichiers de planning ;
- formats Microsoft Office Powerpoint © et PDF pour les fichiers de présentation.

5.4 Ordres de service

5.4.1 Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

5.4.2 Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
- lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de quinze (15) jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
- lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

Attention :

Les ordres de services du maître d'ouvrage ne sont pas à confondre avec les ordres de services que le maître d'œuvre aura à émettre à destination des titulaires des marchés de travaux.

En effet, dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de services à destination des titulaires. Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés aux entreprises, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du maître d'ouvrage, notifier des ordres de service relatifs :

- à la modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à la notification de prix nouveau aux entreprises pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- à l'interruption ou ajournement des travaux ;
- à la modification de la masse de travaux susceptibles d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des contrats de travaux.

5.5 Informations réciproques

5.5.1 Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

5.5.2 Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

5.6 Réunions maître d'ouvrage - maître d'œuvre

Dans le cadre du présent marché, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront avoir à se réunir (réunion physique et/ou téléphonique et/ou par système de visioconférence) pour échanger sur l'avancée et le déroulement du marché. Ces réunions seront précédées d'une convocation par écrit (électronique ou papier).

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion dans les trois (3) jours ouvrés qui suivent la réunion. Le maître d'ouvrage dispose de sept (7) jours calendaires pour formuler ses remarques et, le cas échéant, faire amender le compte-rendu. Passé ce délai, le compte-rendu acquiert valeur contractuelle.

5.7 Durée et délais

5.7.1 Durée du marché

La mission du maître d'œuvre démarre à compter de la notification du marché public.

Elle s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » des travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que la mission s'achève à l'expiration de ce dernier délai ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans tous les cas, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le marché est d'une durée prévisionnelle de 36 mois.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

5.7.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution de chaque élément de mission court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations

Pour les éléments de mission comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

5.7.3 Prolongation du délai d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au maître d'ouvrage les faits échappant à sa responsabilité, dans les 30 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

En cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

5.8 Modalités d'exécution du marché

5.8.1 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

5.8.2 Obligations du titulaire

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.8.3 Propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans les pièces particulières du marché. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non-exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

Le présent marché fait application des articles 22 à 24 du CCAG-MOE.

5.9 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

5.10 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

5.11 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

5.12 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

De par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

5.13 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

5.14 Constatation de l'exécution des prestations et admission

5.14.1 Opérations de vérification

Les opérations de réception s'effectuent dans le respect de l'article 20 du CCAG-MOE.

5.14.2 Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Études de diagnostic	1
Etudes d'avant-projet	1
Etudes de projet	1
Dossier de consultation des entreprises	1
Analyse des candidatures et des offres	1
Etudes d'exécution	1
Dossier des ouvrages exécutés	1
Mission OPC	1

5.14.3 Point de départ des délais de présentation des documents

Le point de départ des délais de présentation des études fixés à l'acte d'engagement sont définis de la manière suivante :

	Point de départ des délais de présentation des études
Études de diagnostic	<ul style="list-style-type: none">1. Date indiquée dans l'ordre de service2. A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
Etudes d'avant-projet	
Etudes de projet	
Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
Analyse des candidatures et des offres	
Etudes d'exécution	
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs

5.14.4 Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

Les opérations de vérification et de prises de décisions interviennent avant l'expiration des délais suivants :

		Délais de vérification et de prise de décisions
DIA	Les études de diagnostic technique et d'inspection préparatoire (état du mastic, état des câbles, état des colliers de suspension)	30 jours
AVP	Les études d'avant-projet du système de wrapping (composition, méthode, faisabilité, accès, chiffrage, planning)	30 jours
PRO	Les études de projet	30 jours
ACT	Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre	30 jours
	Analyse des candidatures et des offres	30 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

5.14.5 Décision après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-MOE, et notamment l'admission en l'état, l'admission avec observation, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

5.15 Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

5.15.1 Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine. La présence de l'architecte est obligatoire à chaque réunion de chantier. L'annulation ou le report d'une réunion de chantier ne se fera qu'avec l'accord de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les trois (3) jours ouvrés qui suivent la réunion. Le maître d'ouvrage et les entrepreneurs disposent de sept (7) jours calendaires pour formuler des remarques et, le cas échéant, faire amender le compte-rendu. Passé ce délai, le compte-rendu acquiert valeur contractuelle.

5.15.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- à la modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- à la notification de prix nouveau aux entreprises pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- à l'interruption ou ajournement des travaux ;
- à la modification de la masse de travaux susceptibles d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des contrats de travaux.

A la fin de la période de garantie de parfait achèvement, un exemplaire complet du registre des ordres de service de l'opération est fourni au maître de l'ouvrage.

5.15.3 Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel. Le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro qui s'impose aux entreprises et au maître d'ouvrage et de procéder en conséquence à la vérification des projets de décomptes mensuels déposés par voie électronique sur Chorus Pro par les entreprises. Le maître d'œuvre est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à sept (7) jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

5.15.4 Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

En cas de défaillance du titulaire dans la production de son projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final dans les conditions fixées à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur le projet de décompte final la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à dix (10) jours à compter de la date de réception du document.

5.16 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire conformément aux stipulations du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

ARTICLE 6 - REGIME FINANCIER

6.1 Monnaie et TVA

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.2 Fixation du forfait de rémunération du maître d'œuvre - Généralités

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la présente mission. En conséquence, le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La fixation du forfait définitif de rémunération ne concerne que la mission de base ; les forfaits de rémunération des missions complémentaires sont définitifs dès la notification du marché.

6.2.1 Fixation du forfait provisoire du maître d'œuvre

Le forfait provisoire du maître d'œuvre est fixé dans l'acte d'engagement (cf. annexe n°1) dans les conditions prévues par l'article R2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre dans la présente consultation.

6.2.2 Fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre

La rémunération provisoire devient définitive (REM_{déf}) au moment de la notification de l'ordre de service de démarrage du dernier marché de travaux conclu.

- Lorsque le coût résultant des marchés de travaux est inférieur ou égal à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle (« EFP ») affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de l'ordre de service de démarrage du dernier des marchés de travaux par le maître de l'ouvrage vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif. Il est, le cas échéant, fait application d'un bonus pour la fixation du forfait de révision dans les conditions définies ci-après.

- Lorsque le coût résultant des marchés de travaux est supérieur à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle (« EFP ») affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de l'ordre de service de démarrage du dernier des marchés de travaux par le maître de l'ouvrage vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif. Il est, le cas échéant, fait application d'un malus pour la fixation du forfait de révision dans les conditions définies ci-après.

Pour les éléments de mission de base, le forfait définitif de rémunération est défini par la formule suivante :

$REM_{d\acute{e}f} = T \times REM_{pro}$ (rémunération provisoire initiale du maître d'œuvre)

avec $T = 1 + \alpha$

α variant avec le coût des travaux, comme suit :

Coût des travaux Ctrav	α
$C_{trav} < 0,85 \text{ EFP}$	$\alpha = 0,04$
$0,85 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 0,90 \text{ EFP}$	$\alpha = 0,03$
$0,90 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 0,95 \text{ EFP}$	$\alpha = 0,02$
$0,95 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 0,98 \text{ EFP}$	$\alpha = 0,01$
$0,98 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 1,02 \text{ EFP}$	$\alpha = 0,00$
$1,02 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 1,05 \text{ EFP}$	$\alpha = - 0,02$
$1,05 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 1,10 \text{ EFP}$	$\alpha = - 0,04$
$1,10 \text{ EFP} \leq C_{trav} < 1,15 \text{ EFP}$	$\alpha = - 0,06$
$1,15 \text{ EFP} \leq C_{trav}$	$\alpha = - 0,08$

Pour les besoins de l'application de ces dispositions, les montants de travaux prévisionnels et rendus définitifs au terme de la procédure de passation des marchés de travaux sont rendus comparables, par une expression en euros constants à la même date de valeur, et en € HT.

Le forfait définitif de rémunération est établi selon les modalités suivantes :

- L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux prestations de l'ensemble de l'opération par le Maître de l'ouvrage est de 9 000 000 € H.T– valeur janvier 2025.
- L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux sera rendue définitive au plus tard à l'issue de la mission AVP exécutée par le maître d'œuvre. Cette enveloppe financière sera validée par le maître d'Ouvrage, en fonction des éléments de motivation du maître d'œuvre, si le montant proposé est compris entre 85 % et 115 % de l'enveloppe prévisionnelle, par décision du maître d'ouvrage.
- Au-delà de la fourchette définie ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra demander la reprise de l'élément de mission concerné à la charge du maître d'œuvre. En tout état de cause, au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre reprendra les études à ses frais sans indemnité.
- NOTA : De la même façon, et en tout état de cause quelle que soit l'élément de mission ultérieure au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre reprendra les études à ses frais sans indemnité.

6.3 Variation des prix

6.3.1 Révision des prix à l'initiative du titulaire

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix sont révisables à l'exception de ceux visant les études remises le cas échéant dans le cadre de la consultation ayant fait l'objet d'une indemnisation.

L'ajustement des prix, à la hausse comme à la baisse, peut ainsi être sollicité sur demande écrite du titulaire.

6.3.2 Périodicité de révision des prix

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

6.3.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le maître d'œuvre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le maître d'œuvre.

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(\frac{ING_m}{ING_{M0}} \right)$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;

P₀ = prix fixé dans l'offre finale du titulaire ;

ING_{M0} = valeur de l'Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 en vigueur au mois M0 d'établissement des prix ;

ING_m = valeur de l'Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 à la date à laquelle la prestation d'ingénierie ouvrant droit à paiement a été réalisée.

Identifiant INSEE de ING : 001711010

En application de l'article R.2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

6.3.4 Disparition de l'indice

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire en rapport avec l'activité l'objet du marché. Cet indice devra être choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et qu'il respecte l'esprit que les parties ont entendu définir pour cette clause de révision.

6.4 Forme et contenu des prix

6.5 Règlement des comptes

6.5.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 10 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

6.5.2 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Études de diagnostic	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Etudes d'avant-projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Etudes de projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres	
	20% après la mise au point et notification des marchés de travaux	
	En cas de procédure de consultation déclarée infructueuse ou sans suite, la nouvelle procédure sous quelque forme que ce soit sera à la charge du Maître d'œuvre sans prétendre à aucun supplément de rémunération.	
VISA	au prorata de l'avancement de la mission	
Direction de l'exécution des marchés de travaux	95% DET n	n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	5% en proportion des montants des décomptes généraux et définitif des entrepreneurs.	

Assistance aux opérations de réception	60% à compter de la date d'effet de la réception 15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception 10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre 10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises 5% à l'issue de l'année de parfait achèvement
Missions complémentaires	au prorata de l'avancement de la mission

6.5.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité ou une copie de l'original du bon de commande revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés. Le comptable assignataire compétent est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire.

6.5.4 Projet de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-MOE.

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG-MOE.

Le décompte général est établi conformément à l'article 11.8 du CCAG-MOE.

6.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

6.7 Modalités de facturation

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

6.7.1 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché ;
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 retranscrite dans l'article L2192-1 du code de la commande publique ;
- du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Les factures sont établies en un seul original et envoyées aux adresses suivantes :

L'ordonnateur des paiements est :

Monsieur Nicolas ROUTEL
Secrétaire
Direction Administrative et Financière
181 quai Frissard, BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur François SAYARET
Trésorier de la CCIT Seine Estuaire
Direction Administrative et Financière
181 quai Frissard, BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

6.8 Prestations similaires

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

6.9 Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément au CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service. Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour

présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Le maître d'ouvrage ne peut émettre d'ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives que dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10 % du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'oeuvre peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avenant.

L'émission des ordres de service reste encadrée par les seuils indiqués aux dispositions de l'article R2194-8 du code de la commande publique.

6.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'événement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 7 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

7.1 Détermination du coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des prestations sur la base de l'exécution des études d'Avant-projet.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un artisan ;
- Des frais de contrôle extérieur de qualité ;
- Des frais éventuels de contrôle technique ;
- Des frais de coordination « Sécurité et Protection de la Santé » ;
- De la prime éventuelle de l'assurance « Dommages/Ouvrages » ;
- De tous les frais financiers.

Dans le cas où le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément AVP (ou tout élément de mission ultérieur) est supérieur à la part « travaux » de l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'issue du Diagnostic (DIA), le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Le coût prévisionnel des travaux est arrêté de la manière suivante :

- Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est inférieur ou égal à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'œuvre de l'élément AVP, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel des travaux ;
- Si le coût prévisionnel accepté par le maître d'ouvrage est supérieur, malgré reprise des études le cas échéant, à l'enveloppe financière affectée aux travaux, une décision de modification du marché pourra fixer le coût prévisionnel des travaux sur accord préalable du maître d'ouvrage.

7.2 Conditions économiques d'établissement du coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des prestations est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « m. études » fixé par l'acte d'engagement du présent marché.

7.3 Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des prestations est assorti d'un **taux de tolérance de 15%**.

Le seuil de tolérance du coût prévisionnel des prestations est égal au coût prévisionnel des prestations majorées du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des prestations.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés publics de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

ARTICLE 8 - CALCUL DU COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés publics de travaux, il les transmet au maître d'œuvre qui établit le coût de référence des prestations tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant moyen des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage à l'issue de la passation des contrats de prestations concourant à la réalisation du projet, par un coefficient de réajustement

Coefficient de réajustement = rapport de la valeur de l'index ou des index relatif(s) au(x) lot(s) de travaux concerné(s), du mois m_{o-6} précédent de six (6) mois le mois de réalisation des études du marché de maîtrise d'œuvre ayant conduit à la détermination du coût prévisionnel des prestations (mois « m_0 études » moins 6 mois), à la / aux valeur(s) de ce(s) même(s) index(s) du mois m_{n-6} précédent de six (6) mois le mois des offres prestations ci-dessus.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel, le maître d'ouvrage peut :

- Soit décider d'attribuer le marché ;
- Soit déclarer la consultation infructueuse.

Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études et de les adapter et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de vingt et un (21) jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'accusé de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

ARTICLE 9 - DETERMINATION DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des prestations est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Le coût de réalisation des travaux est notifié par avenant par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, toutes les prestations nécessaires à la réalisation du projet en application du programme tel que précisé au présent marché.

9.1 Conditions économiques d'établissement du coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation de (ou des) contrat(s) de travaux.

9.2 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce **taux de tolérance est de 5 % sur le montant global des travaux**.

Le seuil de tolérance de réalisation des travaux est égal au coût de réalisation des prestations majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué ci-dessus.

9.3 Coûts réels des travaux

Le coût réel des travaux est le coût constaté, déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage. Il est égal au montant, en prix de base hors TVA, des prestations réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage.

Le coût constaté ne comprend pas les prestations supplémentaires éventuellement exécutés à la suite de décisions indépendantes du maître d'œuvre, et notamment :

- Modification dans la consistance du projet qui s'impose au maître d'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modification de la réglementation, défaillance d'une entreprise, etc.) ;
- Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître d'ouvrage. Ces modifications peuvent être adaptées par le maître d'ouvrage sur propositions du maître d'œuvre.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 11 - PRIMES ET PENALITES

11.1 Primes

Sans objet.

11.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

11.2.1 Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, **une pénalité forfaitaire d'un montant de 250 euros hors taxes par jour calendaire de retard.**

11.2.2 Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai de vérification d'un projet de décompte mensuel présenté par une entreprise et d'établissement de l'état d'acompte mensuel n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sans mise en demeure préalable **une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :**

- pour les projets de décompte mensuels, à 1/3 000 du montant hors taxes de l'acompte correspondant.
- pour les projets de décompte final, à 1/30 000 du montant hors taxes du décompte final.

11.2.3 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt sans mise en demeure préalable **des pénalités dont le montant est de 250 euros hors taxes par jour calendaire de retard.**

11.2.4 Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe projet

Le titulaire, en cas de manquement, pourra encourir **une pénalité de 250 € hors taxes par jour calendaire de retard**, au vu des délais mentionnés à l'acte d'engagement.

11.3 Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

11.3.1 Registre de chantier

Il est mis en place un registre de chantier, répertoriant l'ensemble des documents émis ou reçus par le titulaire concernant le déroulement du chantier, tel que prévu par l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

En cas de non-tenue de ce registre de chantier, le titulaire encourt l'application d'une **pénalité de 1 500 euros hors taxes**.

11.3.2 Pénalités pour non-communication de la date de réception d'une demande de paiement

Le défaut de communication, par le maître d'œuvre, au maître d'ouvrage de la date à laquelle la demande de paiement d'un entrepreneur lui a été remise (ou la date à laquelle il a reçu cette demande) simultanément à la remise de l'état d'acompte concerné fait encourir au Maître d'œuvre, sur ces créances, sans mise en demeure ou autre formalité préalable **une pénalité forfaitaire de 250 euros hors taxes**.

Cette pénalité n'est due que dans le cas où le maître d'ouvrage aurait à payer des intérêts moratoires du fait du maître d'œuvre.

11.3.3 Pénalité pour défaillance dans les opérations de réception

En cas de défaillance du maître d'œuvre dans les opérations de réception décrites à l'article 41.2 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt **une pénalité de 250 euros hors taxes par manquement constaté**.

11.3.4 Pénalité pour absence ou retard aux réunions

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué **une pénalité de 250 euros hors taxes par réunion où l'absence a été constatée**.

En cas de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué **une pénalité de 100 euros hors taxes par réunion où le retard a été constaté**.

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier, il sera appliqué **une pénalité de 100 euros hors taxes par compte-rendu non diffusé**.

En cas de dépassement du délai défini pour la diffusion des comptes-rendus de chantier, il sera appliqué **une pénalité de 100 euros hors taxes par jour de retard dans la diffusion**.

11.3.5 Pénalités en cas de non-respect des engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique

Hors cas de pénalités spécifiques prévus au CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du titulaire ne serait pas respecté, le titulaire encourt sur simple constatation du maître d'ouvrage **une pénalité forfaitaire de 250 euros hors taxes par jour calendaire**, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire.

Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage sous 5 jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.

11.3.6 Pénalité pour manquement au secret des affaires

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt **une pénalité de 1 500 euros HT par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires.**

11.3.7 Manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité

Conformément au CCAG-MOE, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

11.4 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance de réalisation des travaux

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance de réalisation des travaux tel que défini dans le présent marché, le maître d'œuvre supporte une pénalité, sans mise en demeure ou autre formalité préalable, égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après :

Ce taux est de : **10 %**

Cependant, le montant de cette pénalité ne peut excéder **15 %** du montant de la rémunération des éléments constitutifs du marché de maîtrise d'œuvre postérieurs à l'attribution du dernier marché de travaux.

11.5 Autres pénalités

11.5.1 Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt **une pénalité d'un montant de 100 euros hors taxes par jour calendaire de retard.**

11.5.2 Pénalité pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage dans les dix (10) jours calendaires, il pourra être appliqué **une pénalité de 100 euros hors taxes par jour calendaire jusqu'à la production des pièces.**

11.5.3 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve.

Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, l'acheteur peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à **100 euros hors taxes par jour de retard**, dans le respect des conditions de l'article L.8222-6 du code du travail.

11.6 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.2, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

11.7 Seuil d'exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

ARTICLE 12 - GARANTIES

12.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

12.2 Assurances

12.2.1 Assurances de responsabilité civile

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la consultation, par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, puis en cours d'exécution des prestations, si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

RC Exploitation :

3 M€ / sinistre dont 1 M€ / sinistre pour les dommages immatériels non consécutifs

RC Professionnelle :

3 M€ / sinistre et par année d'assurance dont 1,5 M€ / sinistre et par an pour les dommages immatériels non consécutifs.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

12.2.2 Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

12.2.3 Stipulations communes

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale du maître d'œuvre, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE REEXAMEN GENERALE

13.1 Modifications prévues par le CCAP

La rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de la présente clause de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies au présent CCAP ;
- La révision des prix du contrat dans les conditions définies au présent CCAP ;
- L'adaptation des prestations du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des contrats de travaux.

Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des contrats de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études doivent impérativement être reprises.

En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération.

La présente clause permet également la substitution d'un nouvel opérateur économique au titulaire à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du contrat.

13.2 Modifications intervenant dans la consistance ou les conditions d'exécution des missions confiées au maître d'œuvre

L'acheteur peut inclure, dans le contrat existant, des services supplémentaires qui sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat initial à la condition qu'un changement de contractant soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre du contrat initial.

D'une autre part, dans l'hypothèse où le maître d'œuvre considérerait que des modifications ont été apportées, pour des causes qui lui sont intégralement et exclusivement extérieures, à la consistance des missions ou aux conditions d'accomplissement de celles-ci et que ces modifications sont de nature à affecter le calendrier et/ou les conditions économiques d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre doit en informer le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours à compter de ladite survenance, sous peine de forclusion au moment du projet de décompte final du marché de maîtrise d'œuvre, avec les conséquences calendaires et/ou financières de ces modifications.

Par ailleurs, et au terme des études de projet, le maître d'œuvre doit établir, dans un délai d'un mois, un rapport synthétisant :

- L'avancement physique des missions mises à sa charge au titre du marché ;
- Pour les événements visés dans l'alinéa précédent survenus et documentés en temps utile, l'analyse des retards éventuels, des conséquences financières et des mesures prises par le maître d'œuvre pour minimiser ces conséquences ;
- Le bilan financier complet du marché calculé pour la période écoulée, y compris le bilan des prix nouveaux provisoires notifiés depuis l'origine du marché de maîtrise d'œuvre ;
- Le coût final prévisionnel du marché.

A réception de ce rapport, le maître d'ouvrage peut décider d'organiser une réunion avec le maître d'œuvre afin que celui-ci présente les éléments produits.

L'élaboration de ce rapport, ainsi que la participation à l'éventuelle réunion subséquente, sont rémunérées au maître d'œuvre dans le cadre des études de projet.

Sans préjudice des autres dispositions, le défaut de production dudit rapport dans le délai imparti emporte quitus financier de la phase des études courant jusqu'au terme des études de projet.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-MOE :

- résiliation pour événements extérieurs au marché (décès, liquidation judiciaire, etc.) ;
- résiliation pour événements liés au marché (difficultés techniques particulières, force majeure, etc.) ;
- résiliation pour faute du titulaire ;

- résiliation pour motif d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-MOE visé par le marché, le marché peut être en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG-MOE.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-MOE.

ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES

15.1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

15.2 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rouen.

Tribunal administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Les dérogations au CCAG-MOE sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
2.2.3	3.5.4
2.2.3	30
4	4.1
11.2.1	16.2.3

11.5.1	3.6.3
11.6	16.2.2
11.7	16.2.1
12.2.1	9.1.3